

<http://ugtg.org/spip.php?article85>



Déclaration de L'UGTG à propos du PRDF

- Expressions - Déclarations -



Date de mise en ligne mardi 26 septembre 2006

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

En 2005, la Collectivité régionale lançait pour la première fois en Guadeloupe le processus devant conduire à l'élaboration d'un Programme Régional de Formation Professionnelle (PRDF) pour la période 2006-2010.

Sollicitée par un dénommé GUILLEN, qui s'est présenté comme étant le Consultant chargé de conduire ce projet, pour exprimer sa position sur les questions liées à la formation professionnelle des Guadeloupéens, L'UGTG a répondu favorablement et l'a rencontré au local de la Centrale.

A cette occasion les responsables présents ont, en introduction :

- ▶ Indiqué l'intérêt prononcé de L'UGTG pour cette question et porté à sa connaissance ses nombreuses prises de position, notamment sa récente résolution sur l'Emploi et la Formation adoptée au Congrès de février 2005.
- ▶ Rappelé l'engagement constant des différentes unions et sections dans la lutte pour le droit à la formation des chômeurs et travailleurs de Guadeloupe (UTC, UTS, ANPE, Chambre des Métiers...).
- ▶ Protesté contre le fait que l'élaboration du PRDF de Guadeloupe soit confiée à un Organisme situé en France, OBEA, non implanté en Guadeloupe, ignorant de ce fait tout des problématiques et des enjeux de la formation professionnelle en Guadeloupe.
- ▶ Exposé brièvement leur doute que le consultant à qui cette mission essentielle au développement des Hommes et des Femmes de ce Pays puisse, seul, venant de Saint -Martin, dépourvu de la moindre expérience similaire, pas plus diplômé qu'un autre, mener à bien une tâche aussi lourde et une mission aussi fondamentale.
- ▶ Souligné qu'aucune grille d'entretien, aucun questionnaire, aucune indication sur la méthodologie retenue ne nous avait été fourni. Et que c'est muni d'un simple bloc notes en mauvais état que l'entretien allait être mené : questionnement, écoute, prise de notes...
- ▶ Exprimé l'étonnement que le processus d'élaboration du PRDF soit enclenché avant celui du SRDE. Comment, en effet prévoir et programmer des orientations quinquennales en matière de formation professionnelle sans boussole, en amont du SRDE ?

Durant les deux heures d'entretien qui ont suivi, les intervenants répondant avec précision aux questions ont rappelé que nos positions avaient pour point de départ le contexte et le constat suivants :

- ▶ Un taux de chômage de plus de 30% ; dont 50% de chômage de longue durée ;
- ▶ 82% des inscrits à L'ANPE ayant au plus un niveau CAP-BEP ou dépourvus de qualification ;

- ▶ Un désengagement général de L'ETAT avec le transfert de la compétence aux Régions ;
- ▶ Les faiblesses des dispositifs de formation ne pouvant offrir pour l'essentiel que des actions de formations de bas niveau ou dans des filières déjà sur-saturées ;
- ▶ L'absence de tout Programme Régional de formation depuis 2002 ;
- ▶ L'opacité de toujours sur les circuits, sur les critères et sur les conditions d'attribution de l'aide régionale individuelle à la formation ;
- ▶ Les conditions draconiennes et la lourdeur des procédures imposées par les ASSEDIC pour espérer bénéficier d'un financement partiel ;
- ▶ L'absence de la moindre coordination entre les différents acteurs institutionnels (REGION - ANPE - ASSEDIC) ; avec pour conséquence une situation comparable à celle existant en matière de Transport public : pas de formations disponibles ni même prévisibles pendant des mois, parfois pendant plus de deux ans ; et puis subitement un afflux de formations parfois concurrentes à démarrer de toute urgence.
- ▶ Le délabrement et le dénuement des appareils « publics » de formation : AFPA, CFA, et à un degré moindre les GRETA.
- ▶ Impossibilité de construire des parcours de formation (pré-qualification, qualification, perfectionnement) ;
- ▶ L'incapacité de L'ANPE Guadeloupe à s'engager dans un partenariat ;
- ▶ Le faible intérêt des entreprises autres qu'artisanales pour les dispositifs de formation en alternance. Hier le Contrat de qualification ; aujourd'hui, le contrat de professionnalisation.
- ▶ La concentration de l'appareil de formation, en particulier les centres les plus spécialisés, dans la conurbation Abymes - P. à P. - Baie-mahault ; alors qu'aucun dispositif visant à faciliter la mobilité des chômeurs originaires des autres communes n'existe.

En conclusion nous avons estimé que cette situation était la conséquence de l'absence de toute politique régionale de formation professionnelle en Guadeloupe (preuve du désintérêt du Politique pour cette question essentielle), d'une part ; et aussi la conséquence de l'absence d'un quelconque partenariat entre les différents acteurs de la Formation (D.T.E.F.P ; ANPE ; ADI ; ASSEDIC ; MISSION LOCALE ; REGION...).

Pour finir, nous avons affirmé qu'il appartenait au Conseil Régional de Guadeloupe et aux autres acteurs d'y mettre un terme car la formation des Hommes et des Femmes de ce pays est le préalable à tout Développement.

Dans la troisième partie de l'entretien, le consultant mandaté par le Conseil Régional nous a sollicité pour recueillir les grandes lignes des orientations que nous défendons et des propositions de notre Organisation syndicale.

Nous avons alors exposé brièvement les points suivants :

- ▶ 1. Nécessité d'élaborer des projections à moyen et long terme, selon les secteurs d'activité pour évaluer les besoins des entreprises publiques, privées, des collectivités territoriales.
Choix d'un seul organisme (ou instance regroupant différents partenaires) qui compilerait les informations et données récoltées (ANPE, DTEFP, Assedic, ARH, Entreprises,...).
- ▶ 2. Organisation de séminaires de travail avec des représentants de chaque acteur de la formation autour des résultats de l'enquête.
- ▶ 3. Nécessité d'associer les Guadeloupéens à un vaste débat sur la Formation Professionnelle.
- ▶ 4. Elaboration et suivi du PRDF en concertation et en partenariat avec le SPE.
- ▶ 5. Réalisation des PRF annuels avec la participation des autres acteurs, dont ceux du Service Public .
- ▶ 6. Information (disponibilité) sur l'offre de formation régionale actualisée.
- ▶ 7. Mise en place d'une aide à la mobilité pour les chômeurs désirant suivre une formation.
- ▶ 8. Nécessité d'un partenariat stratégique et d'une coordination de la politique régionale de Formation Professionnelle avec l'ensemble des acteurs.

Notre interlocuteur nous a en fin d'échange fourni des indications sur la méthodologie retenue et les différentes étapes qu'il suivait.

Il lui a été indiqué que les représentants de L'UGTG présents dans les différents secteurs d'activité (Santé, Formation Professionnelle en continue ou en alternance, Emploi, Socio - éducatif, Collectivités territoriales...) et dans les différentes instances consultatives (UAG, CESR...) continueraient à se mobiliser et à s'investir pour faire avancer nos revendications sur ce thème.

Les représentants de L'UGTG au CESR ont pu se procurer la production finale qui devait être soumise à l'approbation des élus régionaux et devenir, in fine, le PRDF de Guadeloupe.

Le document que nous avons obtenu confirme les réserves et les craintes exprimées plus haut.

Alors que le consultant se devait de rendre compte des entretiens menés auprès des différents acteurs, on constate qu'aucun des documents ne mentionne ni ne rend compte des entretiens avec les organisations syndicales.

De même, aucun des documents ne rend compte ni ne mentionne le point de vue des salariés.

A la place un document intitulé « Analyse des entretiens réalisés auprès des grandes entreprises » laisse libre cours aux stéréotypes, clichés et propos discriminatoires voire racistes.

Le tout se passerait, presque, de commentaires.

EXTRAITS :

- ▶ Page 6 : « Le niveau bac seulement montre que le jeune n'a pas su s'accrocher dans les moments difficiles ».
 - ▶ Page 7 : « Pour les postes d'encadrement ou les postes nécessitant « un haut degré d'expertise », une majorité des entreprises guadeloupéennes fait appel aux cabinets de recrutements. Ces derniers prospectent d'ailleurs la plupart du temps sur la métropole pour ce type de poste. ». « Une autre solution consiste à faire jouer la mobilité interne. Cette solution est utilisée par une minorité des entreprises guadeloupéennes rencontrées ».
 - ▶ Page 7 & 8 : « L'absence de qualification ressort de manière assez systématique. De nombreux responsables de ressources humaines déplorent le manque de diplômés de niveau DESS, Ecole de commerce : « J'aimerais pouvoir embaucher des bacs +5, des gens qui sortent de grandes écoles, mais ça n'existe pas sur la Guadeloupe ». Ce manque de qualification globale sur le marché de l'emploi pose problème pour recruter des personnes compétentes au niveau de l'encadrement : « Les cadres guadeloupéens de haut niveau sont trop rares » ou encore « On a un réel problème pour recruter des cadres et des agents de maîtrise ». Les entreprises sont donc obligées de recruter ailleurs, souvent en métropole, pour avoir le personnel qualifié qui répond à leurs besoins.
 - ▶ Page 8 : « À ce manque de main d'oeuvre qualifiée s'ajoute un problème de comportement que beaucoup de responsables d'entreprises décrivent comme « symptomatique de la Guadeloupe ». De nombreux candidats arrivent en retard aux entretiens d'embauche, « ne savent pas se vendre », ou « semblent découragés avant même l'entretien ». Ces problèmes comportementaux, associés aux manques de qualification obligent les entreprises à baisser leurs degrés d'exigence : « J'ai parfois l'impression de prendre les moins pires ». « On a un réel problème pour recruter des cadres et des agents de maîtrise ». Les entreprises sont donc obligées de recruter ailleurs, souvent en métropole, pour avoir le personnel qualifié qui répond à leurs besoins. ».
 - ▶ Page 18 : « Il n'y a pas la mentalité nécessaire pour une généralisation du DIF au sein du groupe ».
 - ▶ Page 21 : « La formation initiale est en faillite sur des acquisitions de base comme l'écriture et la lecture. Les jeunes font des fautes grossières dans leurs mails. Ils manquent de culture générale ».
 - ▶ Page 21 & 22 : Des jeunes associent diplômes et responsabilités automatiques au sein de l'entreprise : « A la sortie du diplôme, les jeunes revendiquent des postes à responsabilité d'entrée de jeu, or la politique maison consiste à faire commencer les salariés à la base ». D'autres se font des illusions sur leur valeur sur le marché du travail : « Il existe un réel problème en Guadeloupe. Il faut arrêter de laisser rêver les jeunes. ».
 - ▶ Page 23 : « Les jeunes sont nonchalants. Ils ont l'air de ne pas être concernés par ce qui se passe dans l'entreprise et ne viennent, pour la plupart, que gagner leur salaire ».
 - ▶ Page 24 : « « Nous n'avons pas d'apprentis, (...) ...en fait, le problème principal c'est la rémunération des apprentis. On préfère prendre des stagiaires venant de la formation initiale pour des stages non rémunérés ».
 - ▶ Page 27 : « Les entreprises (...) se déclarent souvent confrontées à « un manque total de discussion, c'est un dialogue de sourd ». Ces problèmes sociaux se traduisent régulièrement par des grèves, qui handicapent fortement l'économie guadeloupéenne ».
- L'UGTG après examen du texte, dénonce ce document qui :
- ▶ Stigmatise la jeunesse Guadeloupéenne (présentée comme armée de parfaits ignorants, nonchalants, non

ponctuels, fainéants, intéressés uniquement par l'argent, rêveurs...) ;

- ▶ Vilipende les travailleurs Guadeloupéens (décrits comme des béotiens-bamou toujours insuffisamment diplômés et incapables d'occuper des postes d'encadrement, présentant ou souffrant de problèmes comportementaux récurrents, dont la mentalité est un obstacle à toute possibilité de formation, devant systématiquement commencer par le bas sans possibilité de mobilité interne, et avec lesquels il est impossible de nouer un dialogue ou une discussion...) ;
- ▶ Légitime et justifie la discrimination raciale à l'embauche dont sont victimes, ici même, les salariés guadeloupéens. Et qui apporte la confirmation et la preuve que sous des divers prétextes (manque de culture, d'expérience, de formation, de motivation, de compétence...), le grand patronat, dont on n'ignore ni le passé ni les origines (l'enquête sous forme d'entretiens a été menée auprès des entreprises de plus de 50 salariés, rares en Guadeloupe) entend cantonner les Guadeloupéens à des sous emplois, sous qualifiés, sous payés. Cette politique est bien entendu conduite avec la complicité active de cabinets de recrutement qui « prospectent d'ailleurs la plupart du temps sur la métropole pour ce type de poste » (page 7) ; n'hésitant pas à répondre favorablement aux employeurs qui réclament un « B.B.R » ici même en Guadeloupe.
- ▶ Insulte et dénigre les Guadeloupéens pris dans leur ensemble en relayant sans vergogne, sans aucune réserve, sans la moindre nuance, les propos les plus réactionnaires et les généralisations racistes exprimés par des dirigeants et responsables qui, se sentant en confiance et de plain-pied avec leur interlocuteur Blan Fwans, se sont lâchés et ont ainsi pu livrer le fond de leur pensée ...
- ▶ Constitue un déni grossier du droit à l'expression des salariés et de leurs représentants (Délégués du Personnel, Délégués syndicaux, Comité d'Entreprise) ; s'agissant de surcroît d'entreprises de plus de 50 salariés. A aucun moment, ceux-ci n'ont été sollicités. A aucun moment, ils n'ont pu exprimer leurs positions, leurs attentes, leurs propositions sur un sujet qui les concerne au premier chef. A aucun moment ils n'ont été invités à réagir aux allégations méprisantes les visant en partie ou en totalité : « Inaptitude de certains salariés aux apprentissages du fait de la faiblesse de leurs compétences de base » ; « On perçoit un manque de motivation » ; « On rencontre souvent des problèmes dans la mise en pratique de ce qui a été appris » ; « Le personnel est parfois blasé par la formation » ; « Le personnel se montre parfois peu motivé par rapport à la formation ». (pages 15 & 16).
- ▶ Jette un nouveau et grave discrédit sur le Politique Guadeloupéen et sur sa capacité à défendre et promouvoir les intérêts de ce pays et de sa population, à refuser la fatalité et l'iniquité de la loi.

Car :

C'est au nom de la loi, au nom du respect du code des marchés publics que le Conseil Régional s'est soumis à la procédure d'appel d'offres. Le groupe OBEA a donc décroché le marché pour la réalisation du PRDF. Puisque la Guadeloupe ne disposerait pas des compétences, de l'expertise requise mener pour ce projet inédit, ambitieux, complexe. Soit.

Mais c'est sans chercher à évoquer la loi, que l'exécutif régional a accepté qu'OBEA (non présent en Guadeloupe, et qui bien entendu ignore tout de ce pays, de son économie, des besoins en formation des Hommes et des Entreprises) sous traite ledit marché, dans des conditions et sur des critères que l'on ne devine que trop bien. Comment OBEA recrute-il son consultant : sans appel d'offres, sans recours à L'ANPE, ni aux boîtes d'intérim, ni aux médias, ni même aux fameux cabinets de recrutement. Qui OBEA va-t-il coopter : un quidam aux compétences douteuses ; au parcours sinueux ; aux motivations inconnues ; un Zorey en partance, après un long transit, de Saint - Martin ; une île à l'excellence reconnue en matière de... formation professionnelle, précisément. Alors que des dizaines de Guadeloupéens sont dotées de compétences, de qualification et d'expérience en Ressources Humaines,

en Ingénierie de la Formation, en Conduite de Projet ...

C'est aussi sans se voir opposer la loi ou une quelconque règle d'éthique que ce mercenaire, aujourd'hui installé en Guadeloupe ; dirigeant de sociétés sises toutes au 2, rue Dumanoir à Basse-terre et ayant des raisons sociales voisines (P Consultant : Conseil pour les affaires et la gestion ; P+ Consultant : Formation continue), raflait nombre d'actions de formation du Programme Régional de Formation (PRF) de décembre 2005. Soit quelques mois à peine après que l'élaboration du PRDF ait été laissée à ses bons soins...

C'est toujours sans pouvoir dénoncer les conditions de la sous-traitance du PRDF à un individu qui n'a du poète que le nom, que L'assemblée régionale doit aujourd'hui se résigner à : soit adopter une production qui a exclu sciemment la masse de la population salariée, les organisations syndicales, et nombre d'acteurs de la formation professionnelle, de l'emploi et du développement ; soit l'enterrer, repayer et repartir pour un nouveau PRDF...

C'est enfin à la lumière de ces informations qu'il faut considérer la façon dont il est aujourd'hui demandé aux administratifs et aux élus régionaux, aux acteurs de la formation professionnelle et aux socioprofessionnels, à la « société civile » et à l'ensemble de la population, de se mobiliser en toute hâte, pour boucler à la hussarde le cycle dit des « rencontres territoriales », précédant la tenue des Assises de la Formation Professionnelle. Et alors qu'en bonne logique et conformément au cahier des charges ces rencontres auraient dû précéder la remise la remise du rapport définitif de l'expert...

Plus qu'un cas d'espèce, plus qu'une supercherie et un scandale, les conditions de la dévolution, puis de la sous-traitance et enfin de l'élaboration du PRDF sont symptomatiques d'une Guadeloupe systématiquement dépossédée du droit de s'exprimer, de se dire, de (se) penser ; privée de l'élémentaire droit de construire son avenir et l'avenir de ses fils et filles ; interdite de valoriser les siens, de puiser dans ses propres ressources ; d'une Guadeloupe dont la majorité de la population est bâillonnée par ceux là mêmes qui prétendent parler en son nom.

C'est pour ces raisons, seulement rassemblées ici, que l'UGTG, a refusé de prendre part à ce nouveau processus. C'est aussi pour ne pas casser l'élan dynamique des centaines de Guadeloupéens, qui en toute bonne foi, participent activement à ces rencontres territoriales, alors que de toute façon, le support formel de la décision politique devant valider le PRDF est autre, que l'UGTG a entendu interpellé les élus et singulièrement l'exécutif régional pour exiger :

- ▶ Sa condamnation expresse des dérives successives ayant abouti à la production d'une étude raciste, partielle, partiale ;
- ▶ Son engagement formel à engager la Collectivité régionale et ses services compétents dans un processus visant notamment la définition et la mise en oeuvre d'un partenariat stratégique associant le SPE (Adi, Anpe, Assédic, Missions locales...) ainsi que les socioprofessionnels et les élus ; dans une démarche visant à coordonner les politiques régionales en matière de formation professionnelle ; à mettre en oeuvre une véritable politique de la formation professionnelle ne se limitant pas à des formations périodiques de jardinier, d'auxiliaire de vie, de vendeuse, d'agent de sécurité et de secrétaire ... ; et à dégager, à partir du SRDE en cours d'élaboration, des filières de formation novatrices et porteuses, afin d'anticiper les besoins futurs et ne plus risquer de se voir opposer le manque de compétences ;
- ▶ Son engagement formel à considérer que les aides régionales doivent avoir pour contrepartie l'embauche de salariés en CDI à Temps plein et la sauvegarde des emplois existants ;
- ▶ L'impérieuse nécessité de prendre en compte la formation des hommes et des femmes de Guadeloupe comme

préalable à tout développement ;

- ▶ Plus largement la mise en oeuvre d'une politique régionale pour l'emploi au profit des Guadeloupéens ;
- ▶ Son engagement à lutter contre la discrimination à l'embauche dont sont victimes les Guadeloupéens et la généralisation de la lactification des emplois en particulier les emplois qualifiés et les postes d'encadrement ; la plupart des entreprises la pratiquant bénéficiant des commandes, aides et subventions régionales ;
- ▶ La conception d'authentiques programmes d'éducation populaire, de formation professionnelle et universitaire ;
- ▶ La mise en place d'un dispositif économique, durable et intégré, décidé après la mobilisation de toutes nos potentialités, et dans l'objectif d'assurer à tous le droit au travail, de fédérer et de développer la création et la recherche fondamentale, de protéger notre environnement (développement des productions agricoles et de la pêche, de l'agro-transformation, des énergies renouvelables et singulièrement des biocarburants) ;
- ▶ La promotion de l'histoire et de la culture Guadeloupéenne ;
- ▶ La promotion du sport et des loisirs comme moyen d'épanouissement personnel et de construction collective ;
- ▶ La mobilisation des jeunes contre les déviances sociales par la mise en place d'actions leur garantissant la maîtrise de leur avenir et la conduite future de notre pays ;
- ▶ Un système de santé privilégiant l'éducation sanitaire et la prévention ;
- ▶ Un service de transports public terrestre et maritime au service des guadeloupéens.

L'UGTG réaffirme que la formation des Hommes et des Femmes de Guadeloupe est un préalable à tout développement et que le développement économique de la Guadeloupe comme fondement de l'équilibre social et de l'épanouissement des hommes est un leurre s'il ne relève pas d'une stratégie révolutionnaire tendant à transformer les rapports sociaux, à rompre avec les liens coloniaux et à combattre l'exploitation capitaliste.

La société Guadeloupéenne est bâtie depuis plus de trois siècles sur la base d'intérêts de classe et de race. Au delà de l'exploitation capitaliste, la majorité d'entre nous sommes discriminés du fait même de la couleur de notre peau.

La Guadeloupe ne peut donc prétendre à une quelconque paix sociale dès lors que la majorité de ses enfants est exclue de tout suivant le cycle infernal :

Exclusion du savoir -Â» Exclusion du travail -Â» Exclusion sociale

Aussi, cette paix sociale que souhaitent les politiciens à travers les tentatives de neutralisation, de domestication, d'instrumentalisation et de diabolisation des syndicats de lutte de classes et de masse par la mise en oeuvre du vèglaj que constitue le dialogue social institutionnalisé notamment, est contraire aux intérêts des larges masses et à l'impératif de transformation des rapports sociaux.

Lutter et résister sont créations ; création d'autres horizons ; création du dépassement, autorisant le rêve, l'espoir et

développant la solidarité.

Pointe-à-Pitre, le 26 Septembre 2006

Konsey Sendikal UGTG